

Déclaration préalable

Constructions et travaux non soumis à permis de construire

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les déclarations portant sur des aménagements non soumis à permis, vous pouvez utiliser le formulaire cerfa n° 16703.

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
- ① Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ».

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez des travaux (construction, modification de construction existante...) ou un changement de destination soumis à simple déclaration^[1].

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

D P 0 7 8 3 9 7 2 5 0 0 0 1 0
Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le 1 3 / 0 2 / 2 0 2 5



Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- ☒ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National

1 Identité du déclarant^[2]

① Le déclarant indiqué dans le cadre ci-dessous pourra réaliser les travaux ou les aménagements en l'absence d'opposition. Il sera redevable des taxes d'urbanisme le cas échéant. Dans le cas de déclarants multiples, chacun des déclarants, à partir du deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au déclarant indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres déclarants, qui seront co-titulaires de la décision de non-opposition et solidairement responsables du paiement des taxes.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du

21 MARS 2025

[1] À compter du 1^{er} janvier 2016, le contrôle des changements de destination est supprimé pour les constructions et les changements de destination d'une même destination prévues à l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme.

[2] Vous pouvez déposer une déclaration si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes le propriétaire du terrain ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes le titulaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

RECU EN PREFECTURE
Le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

1.1 Vous êtes un particulier

Nom

Prénom

Date et lieu de naissance : Date : / /

Commune :

Département : Pays :

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

MAIRIE DU MESNIL SAINT DENIS

Raison sociale

Mairie

N° SIRET

2 1 7 8 0 3 9 7 2 0 0 0 1 7

Type de société (SA, SCL...)

Représentant de la personne morale :

Nom

BUHOT

Prénom

Christophe

2 Coordonnées du déclarant

Adresse : Numéro : 1 Voie : Rue Henri Husson

Lieu-dit :

Localité : LE MESNIL SAINT DENIS

Code postal : 7 8 3 2 0 BP : Cedex :

Téléphone : 0 1 3 0 1 3 8 2 9 8 Indicatif pour le pays étranger :

Si le déclarant habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Adresse électronique :

urba @ lemesnilsaintdenis.fr

☐ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

⁽ⁱ⁾ Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.
Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 1 Voie : Rue Henri Husson

Lieu-dit : _____

Localité : LE MESNIL SAINT DENIS

Code postal : 7 8 3 2 0

Références cadastrales^[3] :

⁽ⁱ⁾ Si votre projet porte sur plus de 3 parcelles cadastrales, veuillez renseigner une ou plusieurs annexes Références cadastrales complémentaires.

Préfixe : _____ Section : A Numéro : 2 2 1 1 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 11515

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____ Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____ Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Superficie totale du terrain (en m²)^[4] : _____

3.2 Situation juridique du terrain

⁽ⁱ⁾ Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? ☐ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

[3] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

[4] La superficie totale est l'addition de la superficie de chaque parcelle désignée dans le présent document et les annexes Références cadastrales complémentaires.

4 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

4.1 Nature des travaux envisagés

- ☐ Nouvelle construction
☒ Travaux ou changement de destination ^[5] sur une construction existante
☐ Clôture

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Reconstruction du tronçon effondré de la douve au droit de la salle du conseil

Votre projet porte sur une installation agrivoltaïque ☐ Oui ☐ Non

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : _____

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol ou d'ombrières photovoltaïques, indiquez sa puissance crête : _____ kW et la destination principale de l'énergie produite : _____

4.2 Informations complémentaires

• Type de travaux :

- ☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin ☐ Autres annexes à l'habitation ☐ Extension
☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires ☐ Transformation d'un garage en pièce de la construction

Précisez : _____

• Nombre total de logements créés : _____ dont individuels : _____ dont collectifs : _____

• Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social : _____ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) : _____ Prêt à taux zéro : _____

Autres financements : _____

• Mode d'utilisation principale des logements :

- ☐ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

- ☐ Résidence principale ☐ Résidence secondaire

Répartition du nombre de logements créés par type de résidence :

Résidence pour personnes âgées : _____ Résidence pour étudiants : _____ Résidence de tourisme : _____

_____ Résidence hôtelière à vocation sociale : _____ Résidence sociale : _____ Résidence

pour personnes handicapées : _____

☐ Autres : _____

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

[5] Pour des informations concernant les changements de destination, se reporter à la rubrique 5.4

- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type : _____
- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :
 - 1 pièce _____ 2 pièces _____
 - 3 pièces _____ 4 pièces _____
 - 5 pièces _____ 6 pièces et plus _____
- Nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé :
 - au-dessus du sol _____ et au-dessous du sol _____
- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :
 - ☐ Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale
 - ☐ Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir

4.3 Emprise au sol^[6]

Emprise au sol avant travaux (en m²) : _____

Emprise au sol créée (en m²) : _____

Emprise au sol supprimée (en m²) : _____

Vu pour être annexé à mon arrêté
du**21 MARS 2025**



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

[6] L'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tout débords et surplomb inclus (Art. R420-1 du code de l'urbanisme).

4.4 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

Surface de plancher^[7] en m² (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations (article R.151-27 du code de l'urbanisme)	Sous-destinations (article R.151-28 du code de l'urbanisme)	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[8] (B)	Surface créée par changement de destination ^[9] ou de sous-destination ^[10] (C)	Surface supprimée ^[11] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[9] ou de sous-destination ^[10] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Lieux de culte						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs primaires, secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
	Cuisine dédiée à la vente en ligne						
Surfaces totales (en m²)							

Vu pour être annexé à mon arrêté
du **21 MARS 2025**



[7] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur www.senl.fr.

[8] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[9] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[10] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle de spectacle.

[11] Il peut s'agir soit d'une surface demolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'une surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

4.5 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : _____ Après réalisation du projet : _____

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____

Nombre de places : _____

Surface totale affectée au stationnement : _____ m², dont surface bâtie : _____ m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) : _____

5 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

– porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité (IOTA) soumis à déclaration Loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement ☐ Oui ☐ Non

– porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement ☐ Oui ☐ Non

– fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées) ☐ Oui ☐ Non

– porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement ☐ Oui ☐ Non

– relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne) ☐ Oui ☐ Non
– a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme ☐ Oui ☐ Non
Précisez laquelle : _____

– est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie ☐ Oui ☐ Non

– relève du II de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation ☐ Oui ☐ Non

① Si votre projet conduit à porter atteinte à une allée d'arbres ou un à alignement d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique au sens de l'article L. 350-3 du code de l'environnement, une autorisation doit être obtenue ou une déclaration réalisée en application de cet article.

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

① Informations complémentaires

☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

☐ se situe dans les abords d'un monument historique

Vu pour être annexé à mon arrêté MARS 2025
☐ si votre projet se situe dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

6 Participation pour voirie et réseaux

i Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente. s'il est différent du demandeur.

6.1 Pour un particulier

Nom

Prénom

6.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Adresse électronique :

@

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

8 Engagement du déclarant

J'atteste avoir qualité pour faire cette déclaration préalable. Je certifie exacts les renseignements fournis. J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

Je suis informé(e) qu'une déclaration devra impérativement être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du code général des impôts) en vue du calcul des impôts fonciers et des taxes d'urbanisme, à partir de mon parcours déclaratif

sur le service en ligne «Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr

La déclaration doit être validée pour être prise en compte.

L'absence de déclaration dans les délais prescrits, les inexactitudes ou omissions constatées dans la déclaration sont sanctionnées par l'application de l'amende fiscale prévue à l'article 1729 C du code général des impôts.

À LE MESNIL-SAINT-DENIS

Le 24/01/2025


Signature du déclarant



Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre déclaration doit être établie en deux exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et à la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.


1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Vos données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice

de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère en charge de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère en charge de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* .

Concernant SITADEL, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Attention, si votre question concerne le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez vous reporter au 1).

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), à partir de son formulaire de contact <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du
21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une déclaration préalable

Constructions, travaux, installations et aménagements non soumis à permis

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre déclaration et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.
- Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre déclaration, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de déclaration et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir deux dossiers complets. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois prévus par le code de l'urbanisme.

⚠ Toutes les pièces ne sont pas à joindre systématiquement pour tout projet soumis à déclaration préalable. Seule la pièce DP1 (plan de situation) est à joindre obligatoirement, dans tous les cas.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input checked="" type="checkbox"/> DPC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-36 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires

2 Pièces complémentaires

- ① À joindre si votre projet porte sur des constructions

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input checked="" type="checkbox"/> DPC2. Un plan de masse coté dans les 3 dimensions [Art. R.431-36 b) du code de l'urbanisme]. À fournir si votre projet crée une construction ou modifie le volume d'une construction existante (exemples : véranda, abri de jardin...)	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> DPC3. Un plan en coupe précisant l'implantation de la construction par rapport au profil du terrain [Art. R.431-10 b) du code de l'urbanisme]. À fournir si votre projet modifie le profil du terrain (exemple : piscine encastrée)	1 exemplaire par dossier + 2 exemplaires supplémentaires

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

<input type="checkbox"/> DPC4. Un plan des façades et des toitures [Art. R.431-10 a) du code de l'urbanisme]. À fournir si votre projet les modifie (exemple : pose d'une fenêtre de toit, création d'une porte...). Inutile pour un simple ravalement de façade.	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DPC5. Une représentation de l'aspect extérieur de la construction faisant apparaître les modifications projetées [Art. R.431-36 c) du code de l'urbanisme]. À fournir uniquement si la pièce DP4 est insuffisante pour montrer la modification envisagée.	1 exemplaire par dossier
Si vous créez ou modifiez une construction visible depuis l'espace public ou si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques : (En dehors de ces périmètres de protection, ces pièces doivent, par exemple, être fournies pour une piscine couverte ou une véranda qui sera visible depuis la rue mais elles ne sont pas utiles, par exemple, pour une piscine non couverte qui ne se verra pas depuis l'espace public).	
<input type="checkbox"/> DPC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> DPC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> DPC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain, sauf si vous justifiez qu'aucune photographie de loin n'est possible [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DPC 8-1. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées et justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L.151-29-1, L.152-5, L.152-5-1 et L.152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

3 Pièces complémentaires

 À joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
<input checked="" type="checkbox"/> DPC11. Une notice faisant apparaître les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14, R. 431-14-1 et R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> DPC11-1. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 et R. 441-8-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input type="checkbox"/> DPC11-1-1. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> DPC11-1-2 L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L.414-4 du code de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> DPC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
Le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

[11]. Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager.

Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :

☐ DPC12. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si vous demandez une dérogation aux règles de gabarit en cas de PLU en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :

☐ DPC12-1. Un document prévu par l'article R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

☐ DPC12-2. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet est accompagné d'une demande de dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

☐ DPC14. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si vous demandez une dérogation aux règles de hauteur du plan d'urbanisme prévue à l'article L.152-5-2 du code de l'urbanisme :

☐ DPC14-1. Une demande de dérogation comprenant le document prévu à l'article R.171-3 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité environnementale [Art. R.431-31-3 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

☐ DPC15. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

☐ DP16. Une copie du contrat ayant procédé au transfert des possibilités de construction résultant du coefficient d'occupation des sols [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur une construction susceptible, en raison de son emplacement et de sa hauteur, de constituer un obstacle à la navigation aérienne :

☐ DPC16-1. Le justificatif de dépôt de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 244-1 du code de l'aviation civile [Art. R. 431-36 d) du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte, dans un Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), sur des travaux susceptibles de modifier l'état des éléments d'architecture et de décoration, immeubles par nature ou effets mobiliers attachés à perpétuelle demeure au sens des articles 524 et 525 du code civil ou s'il porte, dans un PSMV mis à l'étude, sur des travaux susceptibles de modifier les parties intérieures du bâti :

☐ DPC17. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacun des éléments ou parties faisant l'objet de travaux [Art. R. 431-37 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur l'aménagement d'un terrain en vue de l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs :

☐ DPC18. L'attestation assurant le respect des règles d'hygiène, de sécurité, de satisfaction des besoins en eau, assainissement et électricité [Art. R. 441-10] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet est soumis à la redevance bureaux :

☐ DPC21. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 520-1 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :

☐ DPC22. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 23-2 du code de l'urbanisme] 1 exemplaire par dossier



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

Si votre projet nécessite un agrément :	
<input type="checkbox"/> DPC23. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone réglementée dans le cadre de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :	
<input type="checkbox"/> DPC25. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
Si votre projet est soumis, au titre du code du tourisme, à une autorisation de location d'un local à usage commercial en tant que meublé de tourisme tenant lieu d'autorisation d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> DPC26. Un document contenant la mention et les éléments prévus au 1) de l'article R. 324-1-7 du code du tourisme	1 exemplaire par dossier
Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :	
<input type="checkbox"/> DPC29. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis aux dispositions de l'article 101 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 Climat et Résilience :	
<input type="checkbox"/> DPC32. L'attestation prévue à l'article R. 171-35 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 r) du code de l'urbanisme] ou <input type="checkbox"/> DPC33. L'attestation mentionnée à l'article R. 111-25-19 du code de l'urbanisme [Art. R.431-16 r) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, une construction ou un ouvrage mentionné à l'article L. 111-29 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> DPC34. Un document permettant de justifier le respect des critères prévus à l'article R. 111-20-1 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-27 I du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, une construction ou un ouvrage mentionné à l'article L. 111-28 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> DPC35. Un document permettant de justifier que l'installation des serres, des hangars et des ombrières à usage agricole est nécessaire à l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière [Art. R. 431-27 II du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, un ouvrage ou une construction agrivoltaïque :	
<input type="checkbox"/> DPC36. Un dossier présentant les justifications détaillées du respect des conditions prévues à l'article L.314-36 du code de l'énergie [Art. R. 431-27 III du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, un ouvrage ou une construction agrivoltaïque ou mentionné aux articles L.111-28 et L.111-29 du code de l'urbanisme	
<input type="checkbox"/> DPC37. Un document précisant l'état initial du terrain et de ses abords et indiquant, s'il y a lieu, les constructions, la végétation et les éléments paysagers existants [Art. R. 431-8 1° du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Vu pour être annexé à mon arrêté
du2...1...MARS...2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le **permis de construire** ;
- le **permis d'aménager** ;
- le **permis de démolir**.

Selon la nature, l'importance et la localisation

des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

- Le **formulaire de demande de permis d'aménager et de construire** peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

⚠ Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

→ Le **formulaire de demande de permis**

de construire pour une maison individuelle doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ Le **formulaire de permis de démolir** (cerfa n° 13405) doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé ou lorsque le conseil municipal du lieu où se situe le projet a institué cette obligation. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ Le **formulaire de déclaration préalable portant sur des constructions et travaux non soumis à permis de construire** doit être utilisé pour déclarer des constructions ou des travaux non soumis à permis de construire. Lorsque votre projet concerne des aménagements et travaux non soumis à permis d'aménager, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les aménagements et travaux non soumis à permis d'aménager

2 Informations utiles

→ **Qui peut déposer une demande ?**

- En vertu de l'article R.421-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

– vous êtes propriétaire du terrain
– vous êtes propriétaire du ou des bâtiments



REÇU EN PREFECTURE
Le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
 - vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
 - vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.
- Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débiter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

⚠ Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.

→ Où déposer la demande ou la déclaration par voie papier ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le recevoir qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40
À compter du 1^{er} janvier 2022 toutes les communes
doivent être en mesure de recevoir les demandes de permis de construire et de déclaration préalable de construction.
Le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)

5 Taxes d'urbanisme

Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-2 du code du patrimoine (taxe d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation. À noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1635 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (taxe d'archéologie préventive). La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace (Gérer mes biens immobiliers) accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1406 du code général des impôts. Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pouvez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur à la date de délivrance du certificat si ces derniers vous sont plus favorables.



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PRÉFECTURE

Le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

Cette demande prendra la forme d'une réclamation contentieuse déposée suite à la réception du premier titre de perception, auprès du service mentionné sur celui-ci (cadre « Pour vous renseigner / renseignement sur le paiement »).

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

Département :
YVELINES

Commune :
MESNIL-SAINT-DENIS (LE)

Section : A
Feuille : 000 A 04

Échelle d'origine : 1/1250
Échelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 13/02/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

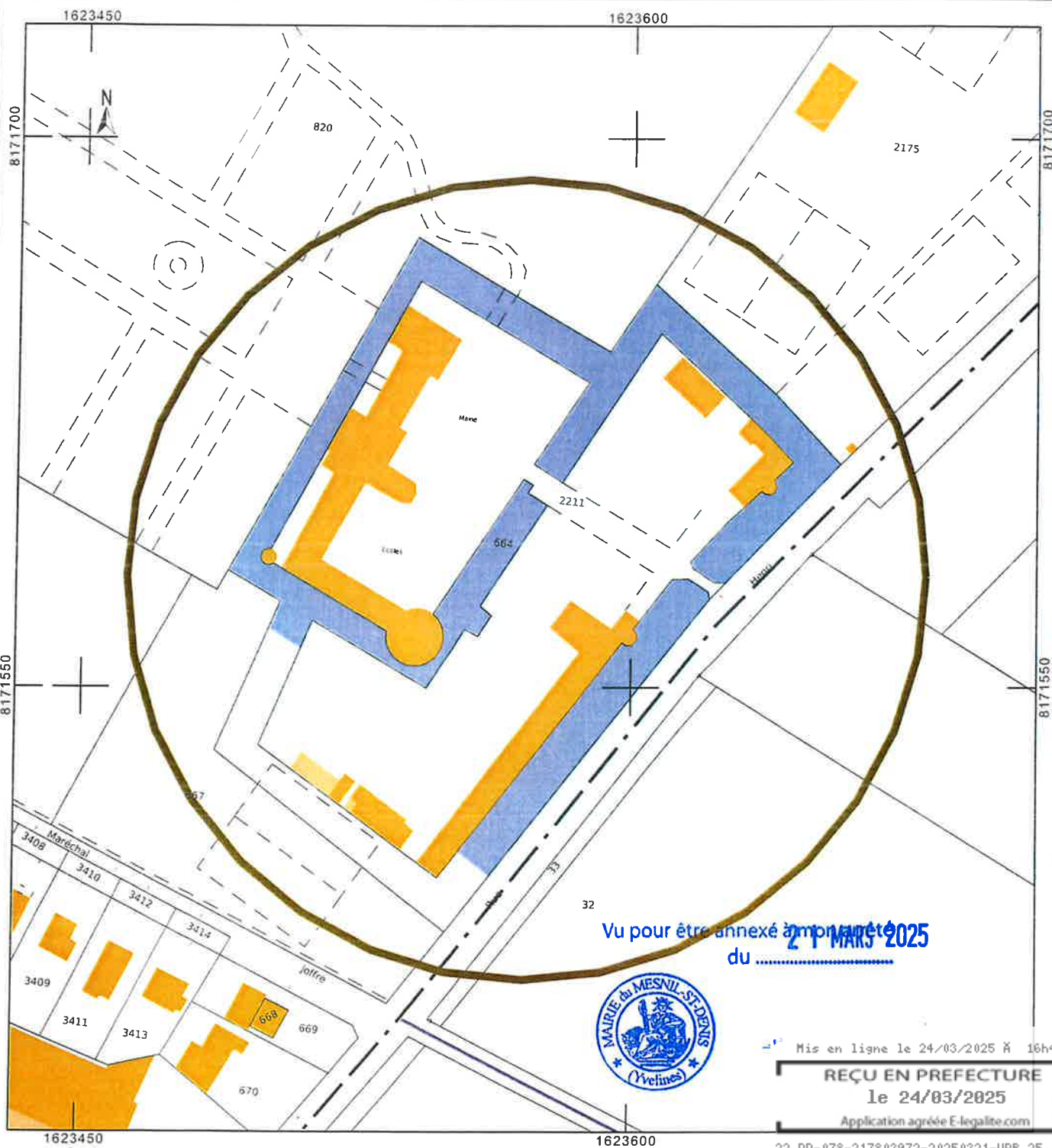
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF YVELINES
PTGC de VERSAILLES 78015
78015 VERSAILLES CEDEX
tél. 01.30.97.46.00 -fax
ptgc.yvelines@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



Pouvoir adjudicateur :
Commune du Mesnil Saint Denis
1 rue Henri Husson
CS 60578
78322 Le Mesnil Saint Denis

Titulaire du marché :
Ent. Louis GENESTE et Maurice NAILLER
120 Boulevard du Montparnasse
75014 PARIS

Selon devis / G0012001B- CL
Reconstruction du tronçon effondré de la douve.

Reconstruction du tronçon effondré de la douve au droit de la salle du conseil.
Date de notification par bon de commande : 25/07/2024
Délais de réalisation de 3 mois hors intempéries à compter du mois de septembre 2024.

ORDRE DE SERVICE N°1
Démarrage des travaux de reconstruction.

Le titulaire du marché identifié ci-dessus est prié de bien vouloir exécuter les prestations conformément aux dispositions du devis, dès réception du présent ordre de service.
Délai d'exécution de la prestation : conformément au calendrier de réalisation / 3 mois.

Veuillez accuser réception en retournant un exemplaire du présent OS dûment complété.

Fait au Mesnil Saint Denis
Le

L'élu aux travaux

E. LE LANDAIS



NOTIFICATION

Je soussigné....., certifie avoir reçu le présent ordre de service et l'accepter sans réserve.
N° 1 de E.T.T.C.
Date : du 21 Mars 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

547

EXERCICE	2024
DATE	25/07/2024
SERVICE	TECHNIQUE

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com



Pouvoir adjudicateur :

Commune du Mesnil Saint Denis
1 rue Henri Husson
CS 60578
78322 Le Mesnil Saint Denis

Titulaire du marché :

ENT. Louis GENESTE et Maurice NAILLER
120 Boulevard du Montparnasse
75014 PARIS.

**Selon devis / G0012001B-CL
Reconstruction du tronçon effondré de la douve.**

Reconstruction du tronçon effondré de la douve au droit de la salle du conseil.

Date de notification du marché : 25/07/2024

Délais de réalisation de 3 mois hors intempéries à compter du mois du 30 septembre 2024.

Montant du marché :

ORDRE DE SERVICE de PROLOGATION à la suite des intempéries du mois d'octobre 2024.

Suite au démarrage des travaux signifiés par l'OS n°1 du 30 Septembre 2024.

Le titulaire du marché identifié ci-dessus est prié de bien vouloir exécuter les prestations conformément aux dispositions du devis, dès réception du présent ordre de service.

Délai initial de la prestation : conformément au Calendrier de réalisation 3 Mois.

Veuillez accuser réception en retournant un exemplaire du présent OS dûment complété.

Fait au Mesnil Saint Denis
Le

L'élu aux travaux

E. LE LANDAIS

NOTIFICATION

Je soussigné Mr CHAUVELIER LAURENT., certifie avoir reçu le présent ordre de service et l'accepter sans réserve.

Date : 9/12/2024

Signature : Vu pour être annexé à mon arrêté

du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

LOUIS GENESTE

Orfèvre en la matière

. Commune du Mesnil-Saint-Denis

1 rue Henri Husson

78320 Le Mesnil-saint-denis

Clermont-Ferrand, le 17 juillet 2024

Devis G0012001B - CL

DEVIS QUANTITATIF - ESTIMATIF

Reconstruction du tronçon effondré de la douve au droit la salle du conseil suivant notre étude du 3 juillet 2024 avec niveau haut de la fondation au niveau de l'eau suivant projet initial.

Adresse des prestations

Château Mairie "Pont d'entrée de la mairie"

32, rue Jules Verne
63100 Clermont-Fd
t +33 (0)4 73 98 50 70
fax 040 200 252 0807

120, bd Montparnasse
75014 Paris
t +33 (0)1 46 28 70 35
fax 040 200 252 0807

Zone Le Martinet
15300 Murat
t +33 (0)4 77 78 50 70
fax 040 200 252 0807

S. place Charles de Gaulle
03500 St Pourcain /Siaule
t +33 (0)4 73 98 50 70
fax 040 200 252 0807

contact : lg@lgne.fr

www.louisgeneste.com



Vu pour être annexé à mon arrêté
21 MARS 2025

SAS AU CAPITAL DE 10 000 EUROES - TVA APPELÉE 2025 - RCS CLERMONT FERRAND 2025 - APE 4729

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

17 juillet 2024

LOUIS GENESTE

Officier en la matière

N°	Désignation	Un	Quantité	Prix unit.	Montant H.T.
	<p>Reconstruction du tronçon effondré de la douve au droit la salle du conseil suivant notre étude du 3 juillet 2024 avec niveau haut de la fondation au niveau de l'eau suivant projet initial.</p> <p>Nota: Cette offre est établie suivant notre étude du 3 juillet 2024 qui prévoit la réalisation d'une fondation du voile à -50 niveau de l'eau de la douve, de la conservation des terres pour remise en place à l'exception du volume du drain et gros oeuvre qui seront évacués par camion.</p> <p>Eau et électricité mis à disposition par le maître d'ouvrage.</p>				
1	<u>Restauration du mur de soutènement de la douve coté salle du conseil</u>				
1.1	<u>Installation de chantier</u>				
1.1.1	Fourniture et mise en place d'une roulotte de chantier pour la durée du chantier sanitaire mis à disposition par la mairie compris entretien.	Ens	1,000		
1.1.2	Location et entretien de la roulotte de chantier	Moi	3,000		
1.1.3	Branchements de chantier à proximité du chantier pour l'eau et l'électricité.	Ens	1,000		
	Scous-total 1.1				
1.2	<u>Mise en sécurité</u>				
1.2.1	Balisage de la zone.		1,000		
1.2.2	Terrassement avec une pelleuse volume foisonné pour dégagement horizontal en pied de mur au dessus du niveau de l'eau et talutage à 45° en arrière et rampe d'accès.	M3	220,000		

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 21 MARS 2025



G0012001B - CL

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

Sage

REÇU EN PRÉFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

17 juillet 2024

LOUIS GENESTE

Officier en la matière

N°	Désignation	Un	Quantité	Prix unit.	Montant H.T.
1.2.3	Evacuation des terres avec un sambron à proximité 200 m maxi pour stockage dans le parc de l'autre côté de la douve.	M3	135,000		
1.2.4	Evacuation des terres avec un sambron vers la zone de chargement reprise avec la pelle chargement du camion et mise en décharge.	M3	85,000		
	Sous-total 1.2				
1.3	<u>Enlèvement de la pierre en conservation stockée à proximité</u>				
1.3.1	Enlèvement de la pierre de taille du couronnement et bandeau et mise sur palette	Ens	1,000		
1.3.2	Enlèvement des moellons effondrés avec la minpelle.	M3	45,000		
1.3.3	Déplacement et stockage des pierres à proximité.	M3	45,000		
	Sous-total 1.3				
1.4	<u>Fondation du voile et du mur en pierre sous réserve que le niveau de sol est une portance suffisante voir après étude de sol non prévue</u>				
1.4.1	Mise en place de batardieu de part et d'autre de la zone de travail compris pompes de relevage.	Ens	1,000		
1.4.2	Stabilisation des ouvrages attenant pont et tourelle d'angle par mise en place d'étais, bois et sangles.	Ens	1,000		
1.4.3	Terrassement complémentaires pour béton de propreté.	M3	10,000		
1.4.4	béton de propreté.	M3	2,500		
1.4.5	Semelle de fondation sur la longueur du mur à reprendre avec bêche de stabilisation en arrière, attentes pour la connexion du voile béton et semelle d'appui du mur en pierre.	M3	24,000		
1.4.6	Voile vertical sur la longueur du mur à reprendre coulage		20,000		

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025

G0012001B - CL

Sage

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

17 juillet 2024

LOUIS GENESTE

Officier de la maîtrise

N°	Désignation	Un	Quantité	Prix unit.	Montant H.T.
	par phase à l'avancement de la pose des moellons .				
1.4.7	Réservation pour barbicanes.	U	10,000		
	Sous-total 1.4				
<u>1.5</u>	<u>Reconstruction du mur en pierre</u>				
1.5.1	Fourniture et pose d'un échafaudage à l'avancement du chantier.	MP	70,000		
1.5.2	Pose de pierre stockée à proximité compris manutention et pierre neuves.	M3	35,000		
1.5.3	Arase et pose du bandeau intermédiaire récupéré lors de la dépose.	ME	17,850		
1.5.4	Repose des pierres de couronnement coté pont.	ME	5,400		
1.5.5	Chape en mortier au dessus du mur après les couvertines.	ME	12,250		
1.5.6	Réalisation de barbicanes maçonnés avec les moellons.	U	10,000		
1.5.7	Rejointement des pierres face coté douve et hauteur du mur visible coté château en mortier de chaux et mortier avec brique pilée pour les parties immergées.	MP	94,000		
	Sous-total 1.5				
<u>1.6</u>	<u>Drainage en arrière du voile</u>				
1.6.1	Fourniture et pose de 2 rangs de drain routier et connexion vers les barbicanes.	ME	36,000		
1.6.2	Fourniture de gravier drainant avec un enrobage de feutre géotextile.	ME	17,600		
	Sous-total 1.6				
<u>1.7</u>	<u>Remise en place des terres et compactage</u>				
1.7.1	Remise en place des terres stockées par passe à l'avancement des travaux.	M3	135,000		

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025

G0012001B - CL

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

Sage

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

17 juillet 2024

LOUIS GENESTE

Officier en la mairie

N°	Désignation	Un	Quantité	Prix unit.	Montant H.T.
1.7.2	Passage de réseau d'évacuation de la descente pluviale du pignon de la mairie.	MI	8,000		
1.7.3	Nettoyage des abords et repi.	Ens	1,000		
Sous-total 1.7					
TOTAL 1					

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 24 MARS 2025



Total H.T.
Total T.V.A. 20%
Total T.T.C.
Net à payer (Euros)

G00120018 - CL

Sage

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

ENTREPRISE DES TRAVAUX PUBLICS
FABRIS DE TAILLIS SOLUTIONS
CONVENTIONS

Entreprise LOUIS GENESTR
188 Boulevard du Montparnasse
75014 PARIS

SAINT-DENIS
Mairie de Saint-Denis
18 rue de la République
93200 SAINT-DENIS
Tél : 01 49 39 11 11
www.saint-denis.fr

LE MESNIL SAINT DENIS

Restauration Du pont dormant de la basse cour

MATRE D'OUVRAGE :

VILLE DU MESNIL SAINT DENIS

MATRE D'OUVRAGE :

MATRE D'OUVRAGE :

Coupe des travaux prévus sur notre devis

INDICE

DATE

Realisé par :

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

221

222

223

224

225

226

227

228

229

230

231

232

233

234

235

236

237

238

239

240

241

242

243

244

245

246

247

248

249

250

251

252

253

254

255

256

257

258

259

260

261

262

263

264

265

266

267

268

269

270

271

272

273

274

275

276

277

278

279

280

281

282

283

284

285

286

287

288

289

290

291

292

293

294

295

296

297

298

299

300

301

302

303

304

305

306

307

308

309

310

311

312

313

314

315

316

317

318

319

320

321

322

323

324

325

326

327

328

329

330

331

332

333

334

335

336

337

338

339

340

341

342

343

344

345

346

347

348

349

350

351

352

353

354

355

356

357

358

359

360

361

362

363

364

365

366

367

368

369

370

371

372

373

374

375

376

377

378

379

380

381

382

383

384

385

386

387

388

389

390

391

392

393

394

395

396

397

398

399

400

401

402

403

404

405

406

407

408

409

410

411

412

413

414

415

416

417

418

419

420

421

422

423

424

425

426

427

428

429

430

431

432

433

434

435

436

437

438

439

440

441

442

443

444

445

446

447

448

449

450

451

452

453

454

455

456

457

458

459

460

461

462

463

464

465

466

467

468

469

470

471

472

473

474

475

476

477

478

479

480

481

482

483

484

485

486

487

488

489

490

491

492

493

494

495

496

497

498

499

500

501

502

503

504

505

506

507

508

509

510

511

512

513

514

515

516

517

518

519

520

521

522

523

524

525

526

527

528

529

530

531

532

533

534

535

536

537

538

539

540

541

542

543

544

545

546

547

548

549

550

551

552

553

554

555

556

557

558

559

560

561

562

563

564

565

566

567

568

569

570

571

572

573

574

575

576

577

578

579

580

581

582

583

584

585

586

587

588

589

590

591

592

593

594

595

596

597

598

599

600

601

602

603

604

605

606

607

608

609

610

611

612

613

614

615

616

617

618

619

620

621

622

623

624

625

626

627

628

629

630

631

632

633

634

635

636

637

638

639

640

641

642

643

644

645

646

647

648

649

650

651

652

653

654

655

656

657

658

659

660

661

662

663

664

665

666

667

668

669

670

671

672

673

674

675

676

677

678

679

680

681

682

683

684

685

686

687

688

689

690

691

692

693

694

695

696

697

698

699

700

701

702

703

704

705

706

707

708

709

710

711

712

713

714

715

716

717

718

719

720

721

722

723

724

725

726

727

728

729

730

731

732

733

734

735

736

737

738

739

740

741

742

743

744

745

746

747

748

749

750

751

752

753

754

755

756

757

758

759

760

761

762

763

764

765

766

767

768

769

770

771

772

773

774

775

776

777

778

779

780

781

782

783

784

785

786

787

788

789

790

791

792

793

794

795

796

797

798

799

800

801

802

803

804

805

806

807

808

809

810

811

812

813

814

815

816

817

818

819

820

821

822

823

824

825

826

827

828

829

830

831

832

833

834

835

836

837

838

839

840

841

842

843

844

845

846

847

848

849

850

851

852

853

854

855

856

857

858

859

860

861

862

863

864

865

866

867

868

869

870

871

872

873

874

875

876

877

878

879

880

881

882

883

884

885

886

887

888

889

890

891

892

893

894

895

896

897

898

899

900

901

902

903

904

905

906

907

908

909

910

911

912

913

914

915

916

917

918

919

920

921

922

923

924

925

926

927

928

929

930

931

932

933

934

935

936

937

938

939

940

941

942

943

944

945

946

947

948

949

950

951

952

953

954

955

956

957

958

959

960

961

962

963

964

965

966

967

968

969

970

971

972

973

974

975

976

977

978

979

980

981

982

983

984

985

986

987

988

989

990

991

992

993

994

995

996

997

998

999

1000

pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40
REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025
Application agréée E-legalite.com
22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

LE PROMPT VICAT



CIMENT NATUREL

UNIQUE ET DURABLE



Maçonnerie rapide



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



LE PROMPT VICAT POUR LA MACONNERIE RAPIDE

Accélérez vos travaux !

LE PROMPT VICAT est un ciment naturel, de couleur ocre clair, à prise rapide et réglable. Fabriqué selon le même process depuis plus de 150 ans, ce liant hydraulique naturel se substitue aux ciments courants pour vos travaux qui exigent de la rapidité.

LE PROMPT VICAT bénéficie de la marque NF : NFP 15-314 (ciment prompt naturel) et NFP 15-317 (travaux à la mer). Il est titulaire depuis le 13 juin 2007 du marquage CE. Conformément à la norme européenne : ETA-07/0019 - Certificat N°0679-CPD-0227



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

Vu pour être annexé à l'arrêté
du 21 MARS 2025



Travaux et domaines d'emploi

En travaux neufs comme en rénovation, pour les scellements et calages, la réparation des bétons, la pose de la pierre, les bétons rapides.

Avantages

- Prise rapide et réglable avec Tempo
- Résistances initiales élevées
- Très bonne adhérence sur tous supports
- Excellente durabilité
- Liant idéal pour bâtarder et accélérer les chaux
- Faible retrait



Précautions d'emploi

- Le surdosage en eau, le rebattage et les rajouts d'eau sont proscrits.
- En présence d'acier, il convient de passiver les aciers apparents.
- Par temps froid, il est recommandé de ne pas utiliser des agrégats gelés.
- Le temps ouvert de votre mélange peut être adapté aux besoins de votre ouvrage par l'utilisation du retardateur de prise Tempo.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



TROIS SOLUTIONS D'UTILISATION

1

En mortier de Prompt

- Pour le scellement et le calage de charpentes et solivages en bois ou en acier, de poteaux, garde-corps, grilles, gonds, mobilier urbain...
- Pour la réparation des escaliers, sous faces de balcons, seuils, appuis de fenêtres, sols et tous types d'ouvrages en béton.

DOSAGES POUR LA PRÉPARATION DU MORTIER DE PROMPT

		+		+		+	
Dosages courants	Prompt 1 flacon		Tempo 1 flacon		Sable 1 m³		Eau 3 à 12 litres
Dosages ouvrages sollicités	Prompt 3 flacons		Tempo 2 flacons		Sable 3 m³		Eau 9 à 36 litres

Les

- Prise et durcissement rapide
- Calage immédiat
- Charge importante en une passe
- Temps ouvert réglable avec Tempo

2

En béton de Prompt

- Pour la réalisation de plots de fondations, la fabrication de linteaux, appuis et poteaux, de petits ouvrages de structure et pour tous types de scellements importants.

DOSAGES POUR LA PRÉPARATION DU BÉTON DE PROMPT

		+		+		+	
Dosages courants	Prompt 1 sac de 25 kg		Tempo 2 flacons		Sable + gravier 30 litres		Eau 3 à 12 litres
Dosages ouvrages sollicités	Prompt 1 sac de 25 kg		Tempo 2 flacons		Sable + gravier 30 litres		Eau 7 à 10 litres

Les

- Remise en service rapide
- Décoffrage rapide des joues

TEMPS DE PRISE = RAPIDITÉ

	10°C	20°C	30°C
Temps de prise sans Tempo	4 minutes	2 minutes	1 minute
Temps de prise avec Tempo	30 minutes	15 minutes	10 minutes

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025

MONTEE EN RESISTANCE A COURT ET LONG TERME

	15 min	1 jour	3 heures	7 jours	28 jours
Valeur MPa (poteaux)	5,5	7	9	22	22
Valeur MPa (poteaux)	> 4	> 6	> 9	> 10	
Valeur MPa (poteaux)	3 mois	6	1 an		
Valeur MPa (poteaux)	40	46	52	60	



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

(Sable/ciment)

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



3

En mortiers bâtards Chaux/Prompt

→ Pour la pose de la pierre, les murets décoratifs en pierres ou briques, les pavages extérieurs, etc. Cf au DTU 20.1

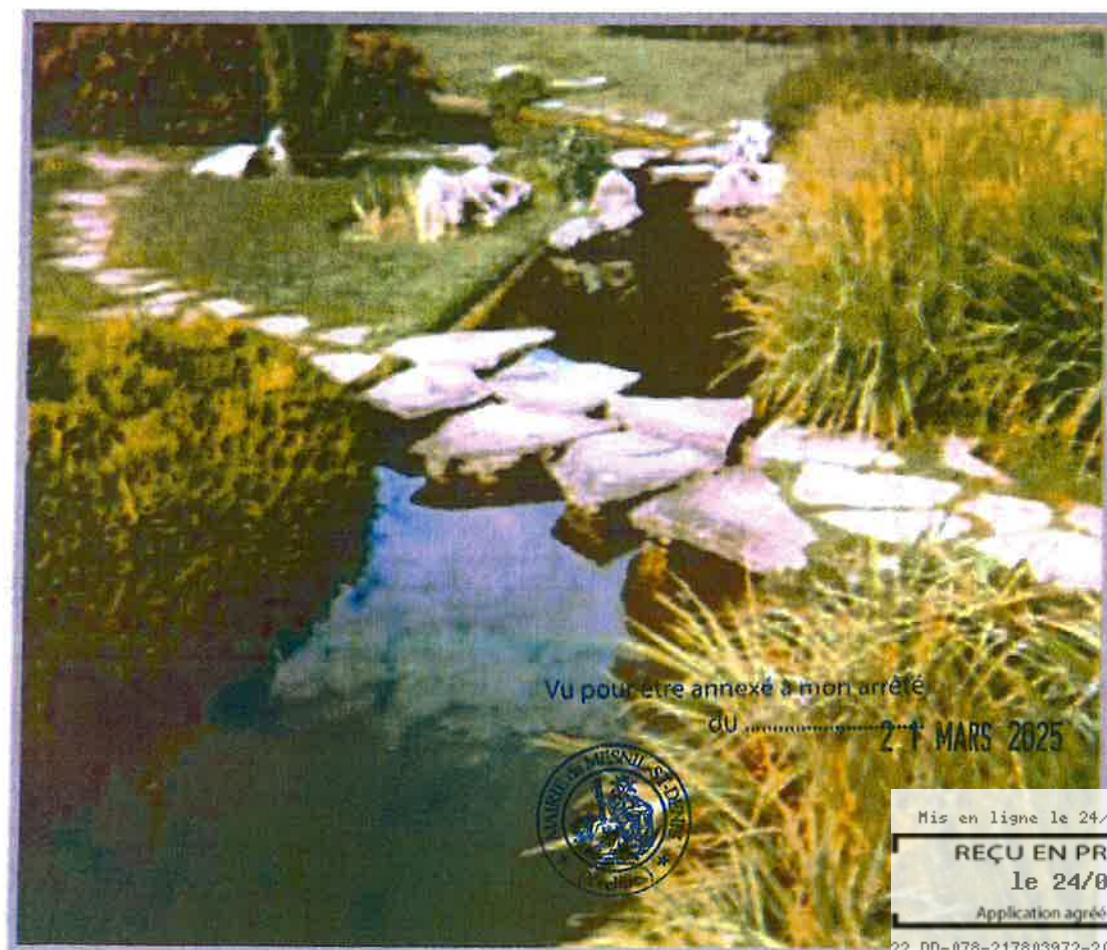
DOSAGE EN VOLUME

A votre dosage habituel de Chaux hydraulique naturelle (NHL), substituez 1/3 du volume par du Prompt.

NB : A faible dosage de Prompt, l'utilisation de l'adjuvant tempo n'est pas nécessaire.

Les

- Accélère la chaux
- Limite le fluage du joint frais
- Assure le calage et le jointolement en une passe
- Permet de travailler par temps froid



Vu pour être annexé à mon arrêté

du 27 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

LE PROMPT VICAT



QUATRE BONNES RAISONS DE CHOISIR LE PROMPT VICAT



Vous intervenez dans la maçonnerie rapide et vous souhaitez en savoir plus sur LE PROMPT VICAT, découvrez l'ouvrage "Ciment naturel".



Présentation de l'ouvrage "Ciment Naturel" :
ouvrage sur le ciment naturel, le plus ancien des matériaux de construction.
Ce livre permet à tous de découvrir l'architecture des 19 et 20 siècles, tout en se renseignant sur le ciment naturel et découvrir son aspect et ses applications dans le monde actuel de la construction.

L'équipe Vicat Ciment à votre service

■ **Direction des ventes**
Tél. 04 74 18 40 25
Fax 04 74 18 40 18

■ **Direction régionale Ile-de-France**
Tél. 01 64 12 16 60
Fax 01 60 36 01 12

■ **Direction régionale Est**
Tél. 03 83 97 88 80
Fax 03 83 97 88 88

■ **Direction régionale Centre-Est**
Tél. 04 79 96 65 85
Fax 04 79 69 51 02

Vu pour être annexé à mon arrêté
du ~~21~~ **21 MARS 2025**

■ **Direction régionale Centre-Ouest**
Tél. 04 73 26 60 50
Fax 04 73 27 59 71



■ **Direction régionale Sud-Est**
Tél. 04 92 00 45 00
Fax 04 92 00 45 09



**LA PERFORMANCE
CONSTRUCTIVE**

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



SAINT-ASTIER

LA CHAUX, L'EXCELLENCE POUR LA VIE

CHAUX PURE BLANCHE LC★★★★®

CHAUX HYDRAULIQUE NATURELLE PURE



LES + PRODUIT

- RÉVÈLE LA COULEUR DES SABLES LOCAUX
- ASSURE UNE TEINTE CONSTANTE
- LAISSE RESPIRER LES SUPPORTS
- PERMET UN BÂTI DURABLE

DOMAINES D'UTILISATION

- > Enduit et rejointoiement, maçonnerie
- > Coulis, consolidation de maçonnerie
- > Couverture, gènoise
- > Pose de carreaux ou dalles de pierres

CONDITIONNEMENT

Sac de 35 kg
45 sacs par palette (palette de 11575)

COMPOSITION

100% chaux hydraulique naturelle NHL 3,5 de Saint-Astier®

CONSERVATION / GARANTIE

1 an à partir de la date de fabrication, à l'abri de l'humidité et dans son emballage d'origine.

Vu pour être annexé à mon arrêté du

21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

www.saint-astier.com

CHAUX PURE BLANCHE LC★★★★★

CHAUX HYDRAULIQUE NATURELLE PURE



BÂTIR, CARRELER, COUVRIR & AUTRES DOMAINES D'APPLICATIONS

MAÇONNERIE ET REJOINTOIEMENT (NF DTU 20.1)	Pierres naturelles, semi-pendres à tendres	1 + 11/13
	Pierres dures, briques creuses ou pleines, blocs de béton	1 + 10/11
CARRELAGE (NF DTU 52.1)	Carreaux de terre cuite ou ajûtes de pierre	1 + 10/12
COUVERTURE* (NF DTU 40.2)	Tuiles fabriquées ou tuiles volées	1 + 1 + 12
BADIGEON (NF DTU 26.1)	Un Document Technique de Mise en Œuvre (DTMO) est téléchargé sur le site www.saint-astier.com	
BÉTON DE CHAUX	Dalles dans le béton ancien	1 + 9
FUMISTERIE (NF DTU 24.1)	Boisseries (béton terre cuite, briques pleines, pierres)	1 + 1 + 12
CONSOLIDATION DE MAÇONNERIES ANCIENNES	Injection	1 + 5 Eau
	Couls	1 + 5

* Incorporation dans le mortier d'une résine d'accrochage peut s'avérer nécessaire dans les cas de tuiles fortement hydrofugées

TRAVAUX D'ENDUITS (NF DTU 26.1)

APPLICATION MANUELLE ET POT DE PROJECTION**	GObETIS		CORPS ENDUIT		FINITIONS	
	3 à 5 mm		10 à 20 mm		Grattée, grossée, recoupée (5 à 7 mm)	
MAÇONNERIES ANCIENNES ET/OU HOURDÉES AU PLÂTRE GROS	1 + 8		1 + 10/11		1	
MAÇONNERIES NEUVES, BRIQUES*** OU BLOCS	2 + 7/8		1 + 9/10		1 + 14/17	
	0,5 + 1 + 10/11		1 + 9/10		1 + 14/17	
CONSUMMATION DE CHAUX	2,5 kg/m² pour 5 mm		3,5 à 5 kg/m² pour 10 mm		2 à 3 kg/m² pour 10 mm	
ATTENTE ENTRE LES COUCHES	2 jours		7 jours minimum		7 jours minimum	

**Pour l'application au pot de projection, il est possible de ne pas appliquer le gobetis et choisir le dosage le moins important en quantité de sable

APPLICATION MÉCANIQUE (machine à projeter)	1 ^{re} COUCHE		FINITIONS	
	15 à 20 mm		Grattée, grossée, recoupée (5 à 7 mm)	
MAÇONNERIES ANCIENNES ET/OU HOURDÉES AU PLÂTRE GROS	1 + 9/11		1 + 10/12	
MAÇONNERIES NEUVES, BRIQUES*** OU BLOCS Rt2 et Rt3	1 + 9/10		1 + 9/11	
CONSUMMATION DE CHAUX	3 à 5 kg/m² pour 15 mm		3 à 4 kg/m² pour 10 mm	
ATTENTE ENTRE LES COUCHES	7 jours minimum		7 jours minimum	

***Pour les enduits sur briques collées Rt2 et Rt3, nous consulter. Pour les supports classés Rt3, voir la fiche produit CHAUX TERECHAUX®

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

- > En sous couche l'utilisation de machine à projeter est possible. Ajouter, si nécessaire un entraîneur d'air. Pour la finition, nous consulter.
- > Finition talochée, frisée ou lissée épaisseur maximum 5 mm. Pour la finition talochée ne pas utiliser de taloché en plastique.
- > Les enduits traditionnels sont sujets à l'apparition de nuances après une onde. Ce phénomène démontre que le mortier de chaux a un rôle de régulateur hygrométrique.
- > Utilisation de mortier rebattu en chaux de Saint-Astier est possible, consulter un technicien de Saint-Astier®.
- > Quantité d'eau de gâchage en fonction de l'humidité du sable et du dosage.
- > Des Documents Techniques de Mise en Œuvre (DTMO) sont disponibles sur www.saint-astier.com.

Vu pour être annexé à mon arrêté CONDITIONS CLIMATIQUES DU 21 MARS 2025

Entre 8°C et 30°C
Par fortes chaleurs les supports la veille de l'application et maintenir humide
Conditions modérées, l'enduit fini pendant 48 heures



ÉQUIVALENCE



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40



Chaux et Enduits de Saint-Astier
28 bis route de Montanceux - La Jarthe - 24110 Saint-Astier
www.saint-astier.com - contact@saint-astier.com

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

ULTIBAT**Sable à maçonner 0/4 Ultibat sac de 35kg**

Code produit : 6033383
Code EAN : 3306940597745



DESSCRIPTIF

Le sable à maçonner d'Ultibat s'utilise pour la réalisation de béton, de mortier ou d'enduit, dans le cadre de travaux de maçonnerie courante.



CARACTÉRISTIQUES

Poids en kg de l'unité physique	35
Matière	Sable
Type de produit	Sable
Gamme	Sable à maçonner
Domaine d'application	Maison individuelle-Petit collectif
Pièce ouvrage de destination	Mortier;Béton;Maçonnerie
Type de pose/fixation	à maçonner
Granulométrie	0/4
Masse Volumique (kg/m3)	1600
Type de travaux	Neuf et Rénovation
Types d'application	Manuel et Mécanique
Code douane sh8	25059000
Livraison	Oui
Enlèvement	Oui

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

La déclaration de performance (DOP)

est un document établi par le fabricant, qui y décrit les performances de son produit ainsi que son usage prévu.

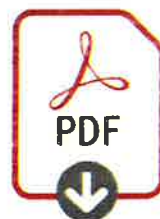
Pour tout complément : <http://www.rpcnat.fr>

Pour tous les produits concernés par le marquage CE, autres que les produits de construction soumis à DoP, le fabricant doit rédiger une déclaration UE de conformité (DoC). Il y atteste que son produit est conforme aux exigences essentielles réglementaires, définies par l'Union Européenne en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement.

DOP DOC N° document chez fabricant: DE 016 V1

DOP DOC ref de la norme et date: EN 14814 : 2007

Elle est disponible en téléchargeant le fichier PDF ou en scannant le code QR ci-contre avec votre téléphone portable ou avec votre tablette.



AVANTAGES

Peut également servir dans la réalisation d'un gobetis.



CONSEILS D'UTILISATION

- Mélanger à l'eau et à un liant hydraulique
- Se conformer aux règles de l'art

Vu pour être annexé à mon arrêté
du**21 MARS 2025**



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2

Commune : MESNIL-SAINT-DENIS (LE)

Echelle d'origine : 1/1250
Echelle d'édition : 1/1500

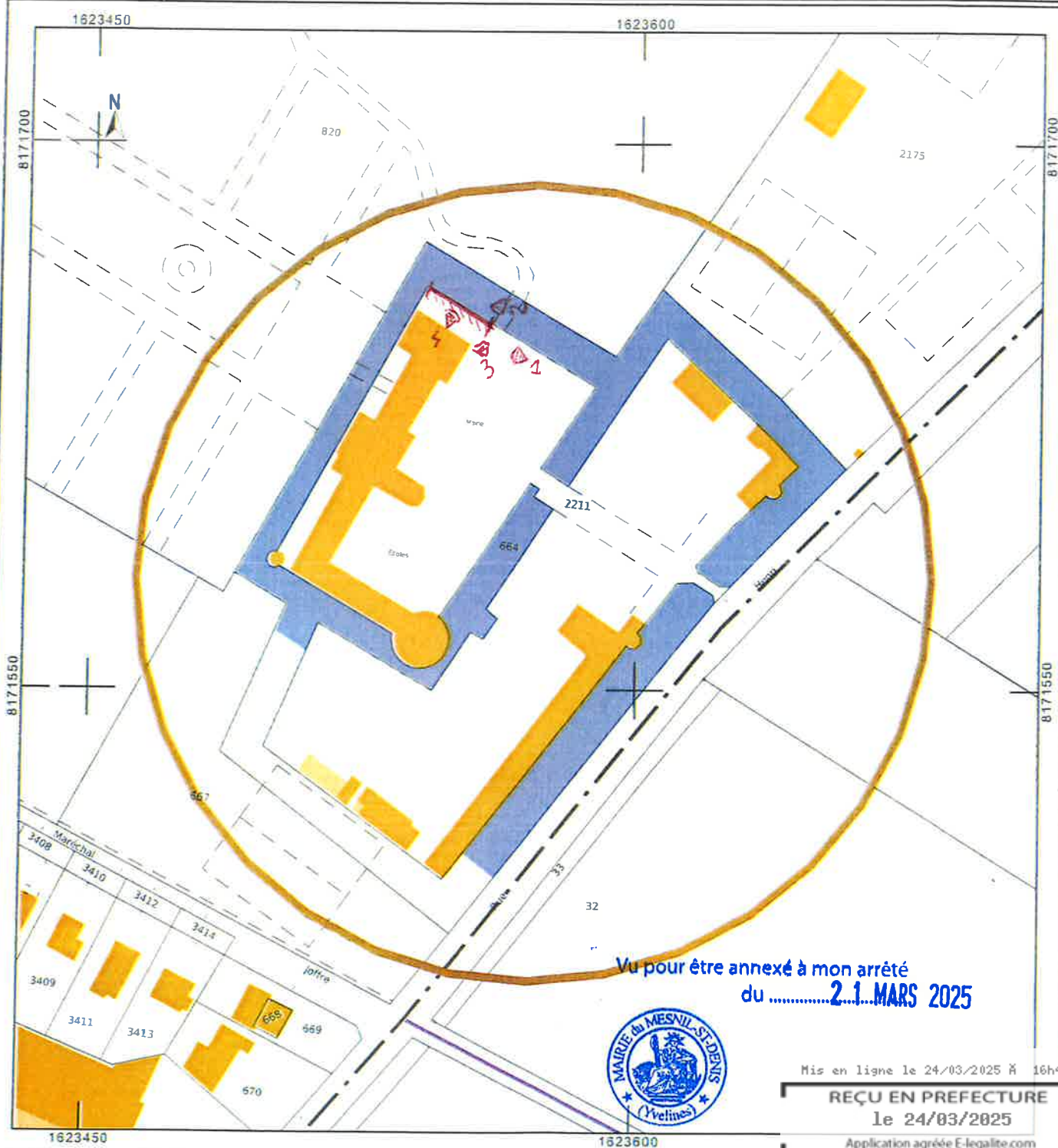
Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF YVELINES
PTGC de VERSAILLES 78015
78015 VERSAILLES CEDEX
tél. 01.30.97.46.00 -fax
ptgc.yvelines@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par

cadastre.gouv.fr



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

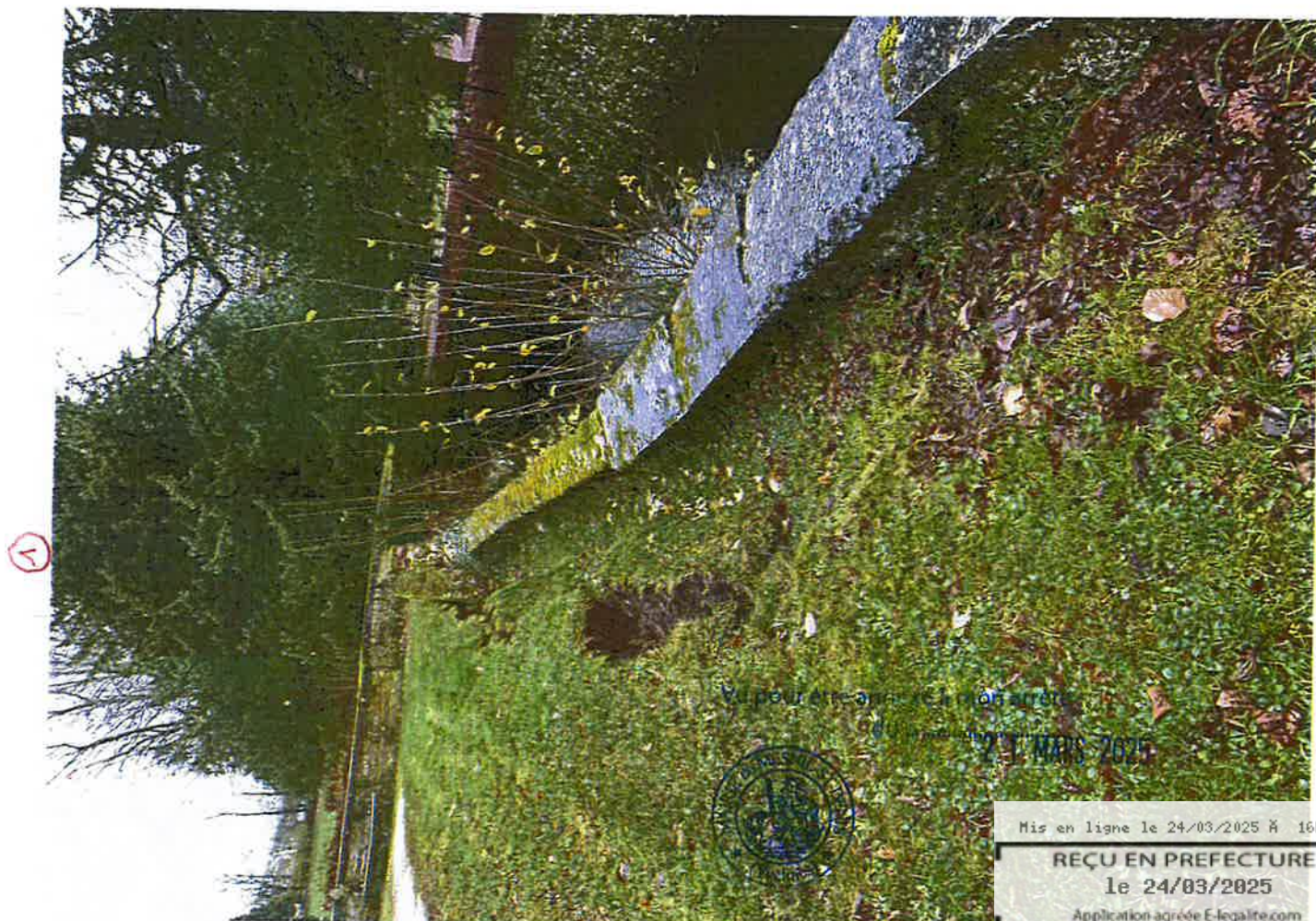
2025-03-24 16:40
REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025
Application agréée E-legalite.com

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com



1



2



Arrêté préfectoral n° 2025-03-21
du 21 MARS 2025

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

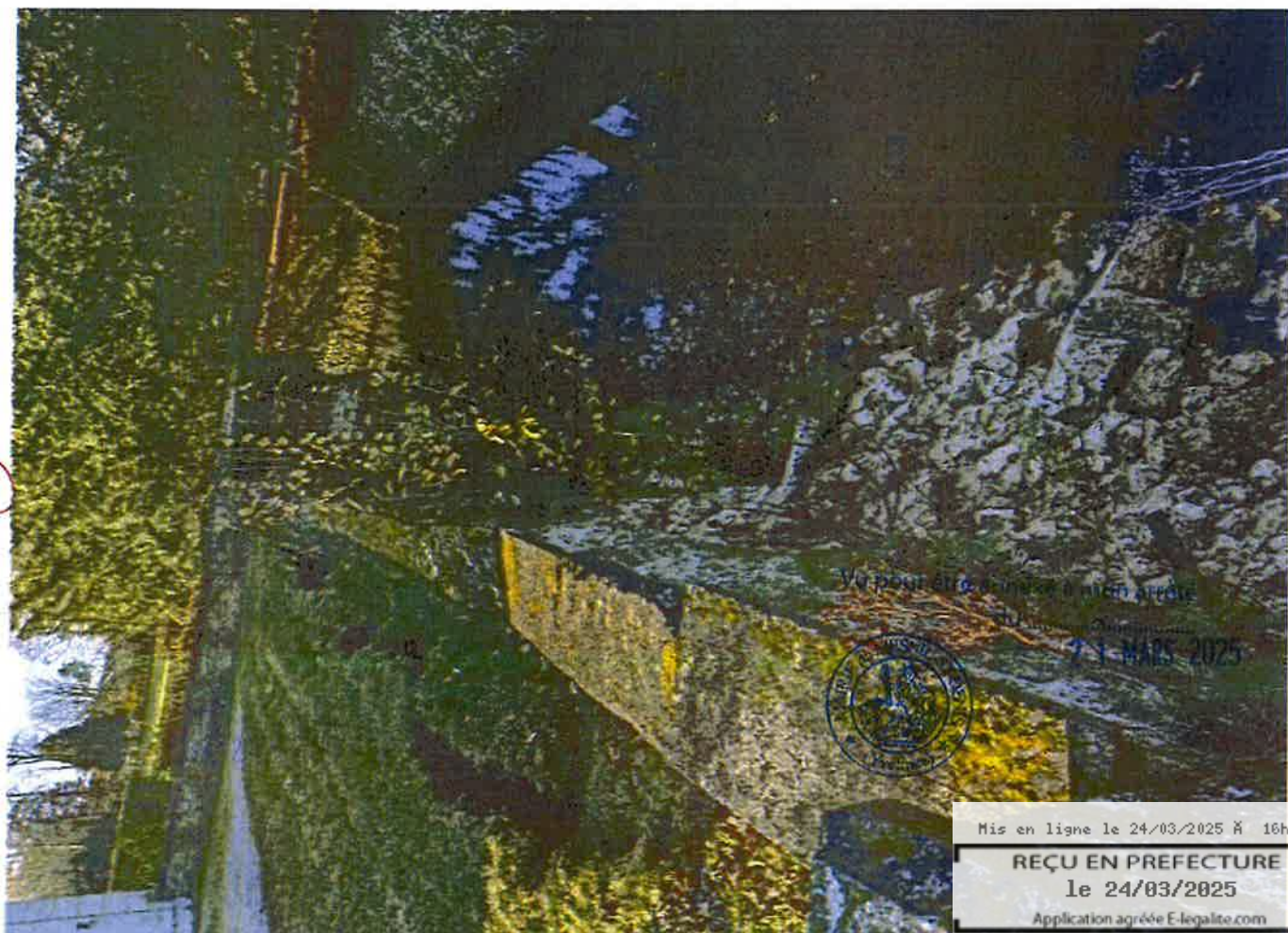
REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

2

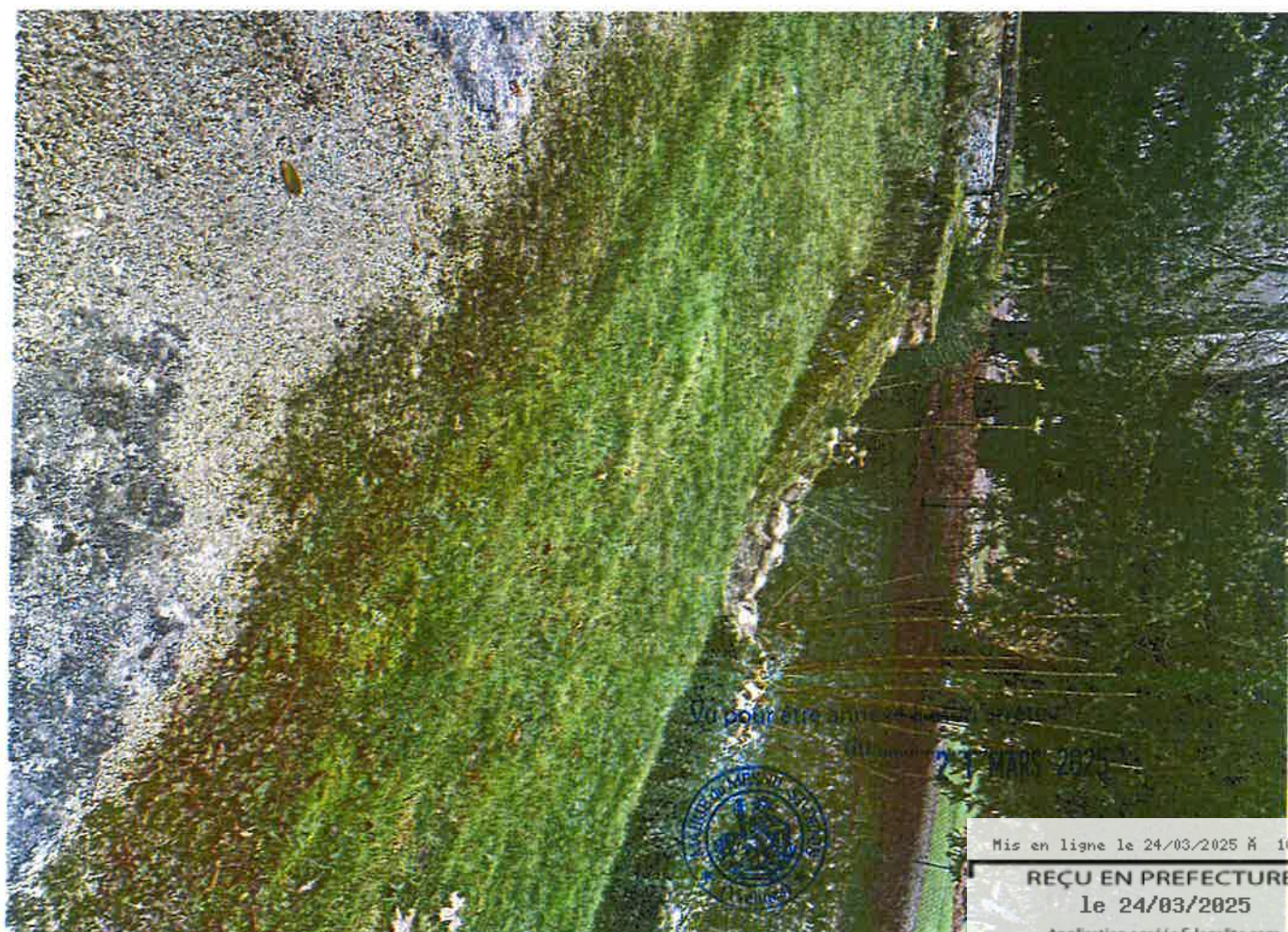


3





2



3

Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

6



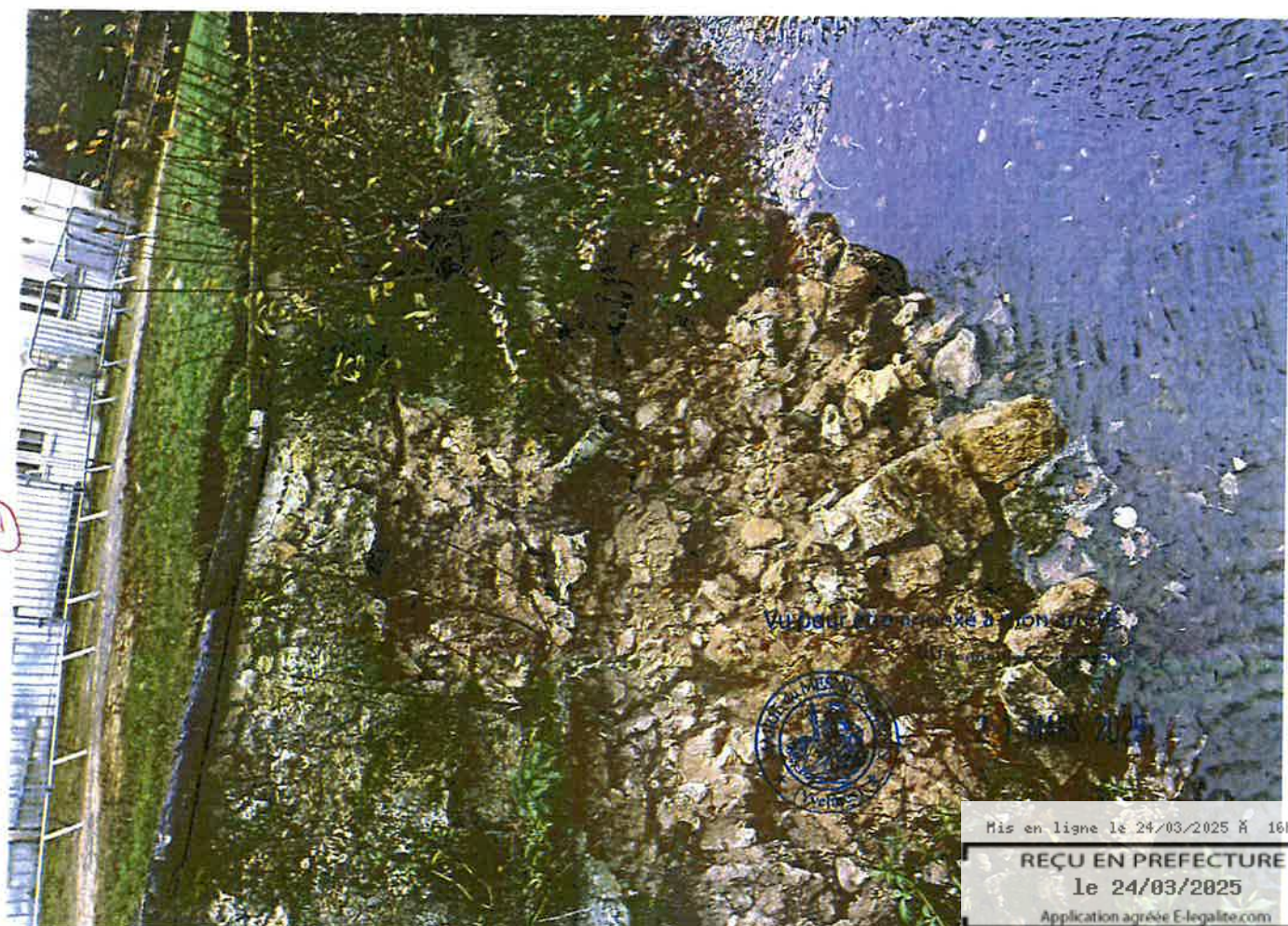
4



2



2



Vu pour être annexé à mon arrêté



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

2



Vu pour être annexé à mon arrêté
du 24 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

Photographies des travaux



Vu pour être annexé à mon arrêté
du **21 MARS 2025**

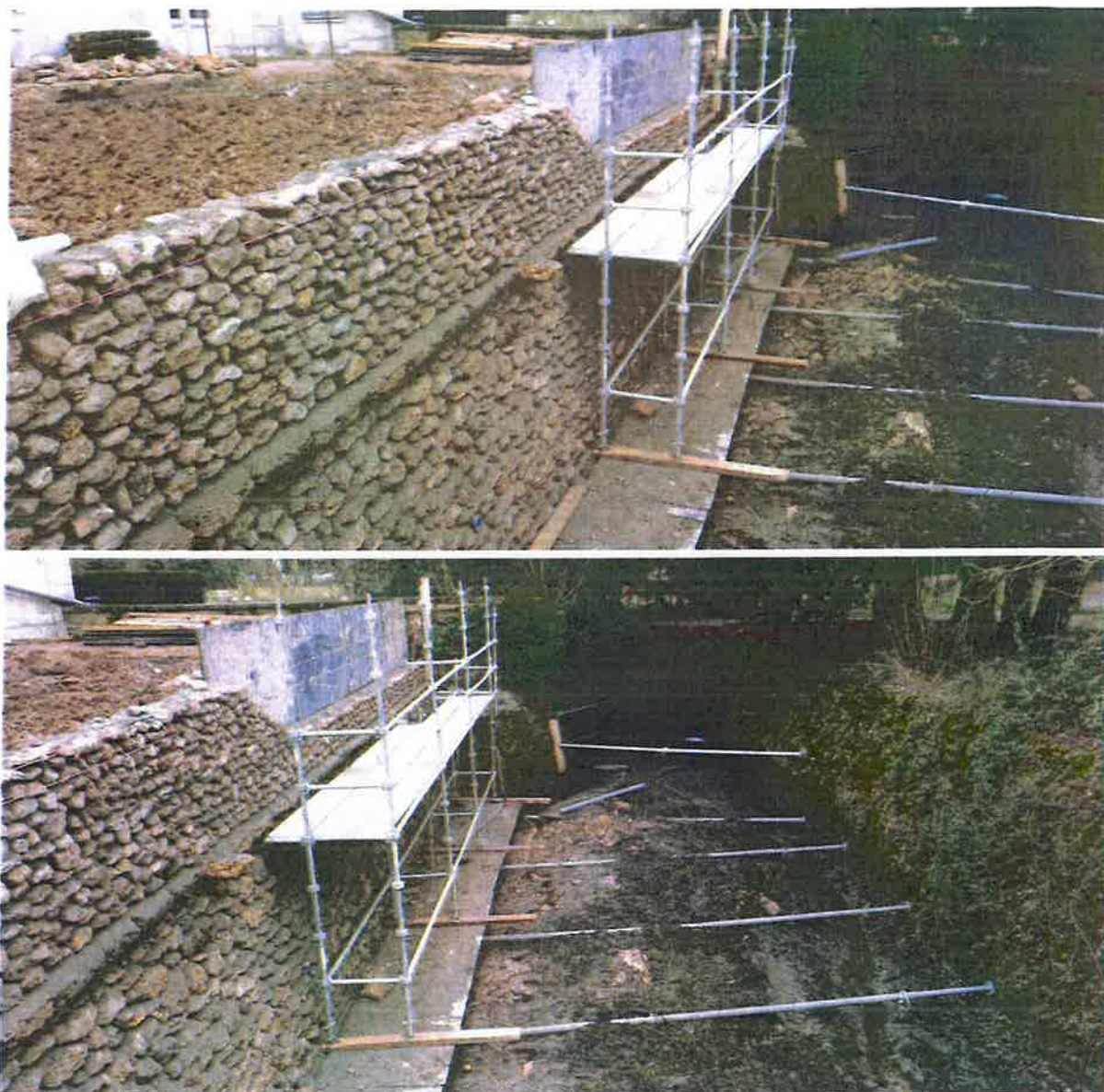


Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



Vu pour être annexé à mon arrêté
du **21 MARS 2025**



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2



Vu pour être annexé à mon arrêté
du **24 MARS 2025**



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE
le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
ÎLE-DE-FRANCE**

**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine
des Yvelines**

Dossier suivi par : DIORÉ Aurélia

Objet : Plat'AU - DECLARATION PREALABLE

Numéro : DP 078397 25 00010 U7801

Adresse du projet : 1 Rue Henri Husson 78320 LE MESNIL-
SAINT-DENIS

Déposé en mairie le : 13/02/2025

Reçu au service le : 13/02/2025

Nature des travaux: 08140 Régularisation de travaux, 16201
Rénovation

Demandeur :

Commune du Mesnil-Saint-Denis

1 Henri Husson

78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS

L'immeuble concerné par ce projet est situé en abords du ou des monuments historiques listé(s) en annexe. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié. **L'Architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

Travaux consécutifs à l'effondrement partiel (hiver 2023) du mur de soutènement de la douve Nord, au droit de la façade Nord du château.

(1) Vu l'ensemble du domaine du château du Mesnil et ses dépendances, monuments historiques, vu l'ensemble constitué des abords caractérisés par les cour et basse-cours, ponts et allées, composantes architecturales et patrimoniales d'accompagnement formant cadre de mise en valeur du monument historique précité, le projet doit comporter les garanties suivantes afin de s'insérer harmonieusement dans l'ensemble protégé :

_ préserver les caractéristiques architecturales et patrimoniales des maçonneries des douves, compte tenu du traitement de l'appareil en pierre observé, de la finition des parements et du couronnement d'origine.

_ mettre sous surveillance les ouvrages contigus des vestiges de la tour Nord-Ouest et du raccordement au pont nord. Assurer un remaillage soigneux des maçonneries maintenues en place et le remaillage du parement plein, compris cordon.

_ intégration de barbacanes avec bouches en pierre locale.

_ remployer après tri et stockage le maximum de pierres en récupération de l'ouvrage.



Nb : Le présent avis concerne l'aspect architectural du projet, et ne préjuge en rien des dispositions réglementaires du document d'urbanisme de la commune, voire de normes supra-communales.

Fait à Versailles



Signé électroniquement
par Aurélia DIORE
Le 13/03/2025 à 18:39

**L'Architecte des Bâtiments de France
Madame Aurélia DIORE**

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débuter les travaux à la réception de cet avis.

En cas de désaccord avec l'Architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (Direction régionale des Affaires culturelles Île-de-France - 45-47 rue Le Peletier - 75009 Paris) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 21 MARS 2025



Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

ANNEXE :

Château du Mesnil situé à 78397|Le Mesnil-Saint-Denis.

Vu pour être annexé à mon arrêté

du **21 MARS 2025**





Mis en ligne le 24/03/2025 à 16h40

REÇU EN PREFECTURE

le 24/03/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0321-URB_25_03_2